

Dorval Brunelle

sociologue, professeur de sociologie, UQAM

(1990)

"Le marxisme et son double."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Dorval Brunelle
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

"Le marxisme et son double."

Un article publié dans l'ouvrage Sous la direction de Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain, **Un siècle de marxisme**. Avec deux textes inédits de Karl Polanyi, pp. 35-49. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1990, 374 pp.

[Autorisation accordée par Christian Deblock le 29 juillet 2008 de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : deblock.christian@uqam.ca
brunelle.dorval@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

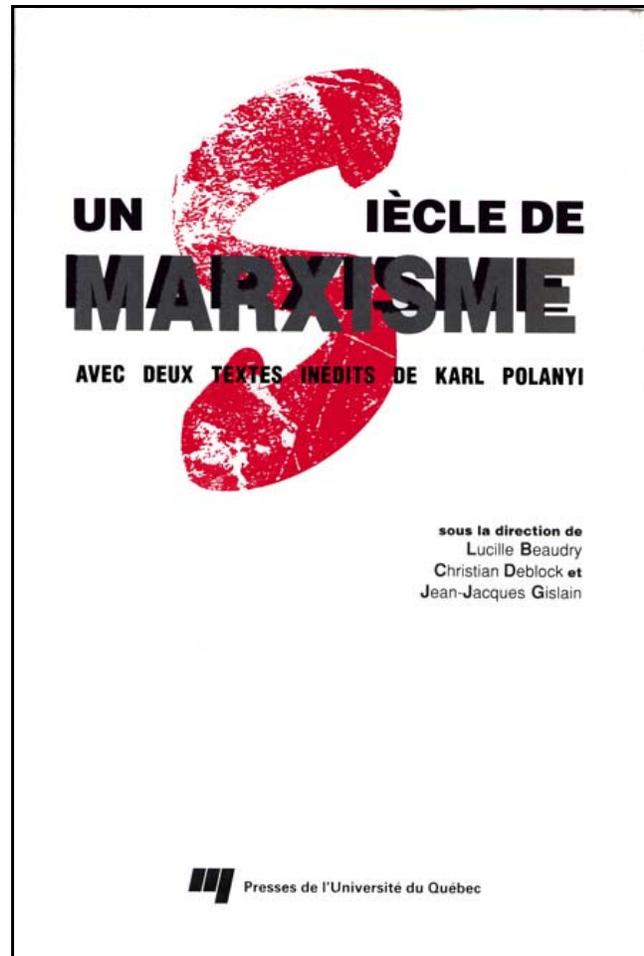
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 5 février 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Dorval Brunelle
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

"Le marxisme et son double."



Un article publié dans l'ouvrage Sous la direction de Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain, **Un siècle de marxisme**. Avec deux textes inédits de Karl Polanyi, pp. 35-49. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1990, 374 pp.

Dorval Brunelle
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

"Le marxisme et son double."

Un article publié dans l'ouvrage Sous la direction de Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain, **Un siècle de marxisme**. Avec deux textes inédits de Karl Polanyi, pp. 35-49. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1990, 374 pp.

Le marxisme aura été, pour le XXe siècle, ce que le libéralisme a représenté pour le XIXe, c'est-à-dire une alternative à la fois théorique et praxéologique d'un ascendant et d'une prégnance tels que toute réflexion sur la crise des sociétés actuelles est contrainte d'en saisir la mouvance et les déploiements. Non seulement au niveau des options épistémologiques, entre autres, Marx s'est-il avéré le critique le plus percutant du capitalisme, mais également, dans les faits, le socialisme d'inspiration marxienne a incarné l'opposition la plus irrémédiable au mode d'accumulation du capital engagé sous l'égide du marché et de ses lois, avec le résultat très concret que, sur le plan mondial, l'opposition entre les deux systèmes a bel et bien constitué *le conflit du siècle* ainsi que l'avait fort bien saisi et analysé, Fritz Sternberg dans son ouvrage paru en 1951.

Sur cette lancée, nous serions ainsi autorisé à avancer que le marxisme et l'anti-marxisme tracent les contours d'une confrontation fondamentale qui traverse toute l'histoire de ce siècle, à telle enseigne d'ailleurs que même les alternatives les plus récentes, représentées pour les besoins de la cause par la résurgence d'un libéralisme d'inspiration classique, sont conduites à reprendre une critique du marxisme là où elle avait été laissée en plan il y a plusieurs décennies,

c'est-à-dire avant que n'interviennent en particulier tous les compromis engagés sous l'égide d'un étatisme d'inspiration keynésienne.

Pourtant, si cette réflexion apparaît fondée au niveau le plus général, il n'en demeure pas moins que, sur un plan plus conjoncturel et en tout cas à l'intérieur même des pays capitalistes développés, le marxisme a perdu de son emprise sur les idées et les projets de réforme des rapports sociaux. Et cette emprise ou cet ascendant ont fondu au point où l'on peut se demander si l'affaiblissement des paramètres marxistes est une cause, ou seulement un révélateur de l'actuelle désimplification sociétale et militante. Bien sûr, les révélations cumulées des « erreurs de parcours ¹ » commises à l'occasion de l'implantation des socialismes comptent pour beaucoup dans ces désenchantements, mais il faut retenir également les conséquences d'un réajustement idéologique et programmatique majeur intervenu au sein même des pays capitalistes développés avant de cerner les causes profondes d'une crise du marxisme [36] de cette ampleur dans les pays en question. Nous faisons référence très spécifiquement ici à l'approfondissement de la précarité systémique des économies avancées devant l'augmentation des malheurs des pays du tiers monde d'une part, au recours de plus en plus constant à une forme ou l'autre de replis transnationaux autour de l'institutionnalisation de blocs économiques rassemblant quelques pays nantis engagés dans une concurrence de plus en plus impitoyable d'autre part, comme en témoigne, par exemple, la récente signature d'un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Dans ces conditions, la survie du ou des marxismes à l'intérieur même des pays capitalistes apparaît de plus en plus comme un enjeu secondaire qui relèverait d'une mésévaluation des capacités rédemptrices des économies développées elles-mêmes. En conséquence, la pertinence du marxisme serait liée, au mieux, au fait qu'il constitue un défi intellectuel contre la rationalité apparente du libéralisme et de

¹ L.B. Robitaille, *Erreurs de parcours. Essai sur la crise des socialismes*, Montréal, Boréal Express, 1982.

l'ordre capitaliste, tandis que, sur le plan politique, il validerait, au pire, le recours à un étatisme intégral.

Sur cette toile de fond, nous proposons de mettre à jour une dimension particulière de la crise du marxisme que représente la brèche qui s'est creusée entre l'approfondissement d'une démarche anti-capitaliste et antilibérale telle qu'elle a été appliquée en particulier dans le contexte des économies avancées, et l'évolution des processus en cours dans les pays socialistes dont l'analyse et la critique échappent à toutes fins utiles à ce même cadre d'analyse marxiste. Si le marxisme a échafaudé une grille d'analyse efficace pour démonter la rationalité prévalant dans la société capitaliste et ses effets sur les rapports de classes, l'analyse et l'étude des sociétés socialistes constitueraient bel et bien le point aveugle de cette même théorie. La première conséquence de cette lacune ou de cet obstacle, c'est que la critique des socialismes institués appartient en propre à des démarches antisocialistes, voire antimarxistes, avec le résultat que la critique n'est plus une prérogative du système, mais qu'elle loge trop souvent dans la problématique des adversaires. À l'heure présente, en effet, on a parfois l'impression que les discussions sur et autour de l'oeuvre de Marx ne demeurent plus que des contentieux académiques, sous-entendu que les sociétés marxistes-léninistes ne constituent pas des alternatives politiques crédibles.

Par ricochet, la crise actuelle du marxisme, en tant qu'impuissante à effectuer un retour sur les socialismes institués, affecte les projets de construction des socialismes en sapant leurs bases au niveau le plus intime qui est celui de la crédibilité des alternatives.

Deux choses méritent d'être relevées au point où nous en sommes : *premièrement*, cet hiatus entre un cadre d'analyse et son éventuelle application n'est pas une difficulté propre au marxisme puisqu'il affecte à des degrés divers d'autres démarches, qu'il s'agisse du projet libéral ou [37] du projet corporatiste ; *deuxièmement*, cette déconnexion s'avérera plus insurmontable pour le marxisme précisément parce que ce cadre d'analyse et de gestion ne peut s'accommoder d'une semblable étanchéité entre théorie et pratique. C'est en ce sens

d'ailleurs que la question de la crise du marxisme peut émerger comme un contentieux propre au marxisme dans le sens le plus large du terme, et non plus comme un effet, dans le marxisme, d'une propagande anti-marxiste, ou même comme un résultat de la coexistence d'interprétations plus ou moins compatibles à l'intérieur des marxismes, qui sont les sens courants dont était coiffée la notion de crise auparavant.

Les pages qui suivent seront essentiellement consacrées à l'exploration de ce problème. Nous voudrions à cette occasion explorer la signification davantage systémique de la crise du marxisme et tâcher de mettre en lumière la pertinence de la prise en compte des pratiques engagées dans les sociétés socialistes. Il s'agit moins de contribuer au descellement du marxisme dans ce genre d'entreprise, que d'élargir le questionnement autour du problème plus fondamental d'une crise de la gestion sociétale elle-même.

Et ce serait d'ailleurs cette universalisation de l'impertinence des cadres de nos connaissances actuelles à gérer les systèmes sociaux qui expliquerait le pouvoir d'attraction des idéologies de rechange fondées sur la revalorisation d'un sujet en mal de désaliénation face à une Histoire qui le nargue. En ce sens, la crise du marxisme renverrait ainsi une crise de la socialité elle-même.

Pour le moment, la manifestation la plus anodine de ce déchirement a pu prendre la forme de questions adressées à l'intellectuel et au militant ; on a d'ailleurs vu poindre il y a quelques années au Québec des interrogations de cet ordre comme, par exemple, celle-ci : « comment être révolutionnaire aujourd'hui ? ² », ou encore : « en quel sens peut-on se dire néanmoins marxiste ? ³ ».

Plus rarement est-il question, comme l'a risqué une publication italienne, *Problemi del Socialismo*, d'aborder de front « la crise du mar-

² Titre d'un colloque tenu au cégep Édouard-Montpetit au printemps 1981. Cf. *La petite revue de philosophie*, vol. 3, no 2, printemps 1982.

³ Titre du chapitre VIII du livre de M. Lagueux, *Le marxisme des années soixante*, Montréal, Hurtubise H.M.H., 1982. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

xisme comme problème du marxisme ⁴ », à la fois sous l'angle théorique et praxéologique, c'est-à-dire en tenant également compte de l'évolution des sociétés socialistes.

POSITION DU PROBLÈME

En premier lieu, il faut au moins reprendre un argument sur lequel nous avons glissé rapidement, à savoir que le constat de l'existence ou même de l'importance d'une crise du marxisme n'est pas partagé par l'ensemble de ceux qui se réclament de près ou de loin du marxisme. Il nous faut alors distinguer qui parle de crise et pourquoi.

[38]

Ensuite, une fois cette première distinction établie, il resterait encore à voir quelle est la nature de la crise invoquée. Invalide-t-elle l'ensemble du marxisme, ou seulement quelques thèses ? S'appuie-t-elle sur quelques expériences politiques ou prétend-elle invalider toute initiative sociale d'inspiration marxiste ? Nous nous attacherons maintenant à explorer ces questions.

La définition de la crise

Parmi les courants marxistes qui subsistent à l'heure actuelle, c'est « un lieu très précis que l'on proclame qu'il y a crise. Ce ne sont en effet que quelques universitaires ou, au mieux, quelques théoriciens qui ont identifié le problème et qui se consacrent à son élucidation.

En effet, hors ces individus ou de ces groupes, la notion de crise du marxisme n'a pas vraiment atteint le niveau d'une conscience de crise en tout cas. Ce qu'on entend par là, ce sont en définitive deux choses

⁴ F. Andolfi, A. Arato, H.-H. Braune, F. Cerutti et al., *La crisi del marxismo come problema del marxismo*, Milan, Franco Angeli Éditeur, 1983.

distinctes : à un premier niveau, nous aurions affaire à l'addition de crises subjectives tandis qu'au niveau sociétal, c'est à un manque d'emprise que l'on est confronté, voire à une désimplication militante ou populaire, bref à un « retrait du politique ⁵ » en général et à un retrait face à la politique marxiste en particulier.

Il y a moyen ici d'avoir recours à deux ordres d'arguments pour expliquer cette situation : dans la mesure où la crise est portée par des intellectuels, on peut stigmatiser leur louvoiement et leurs tourments théoriques comme étant un manque de conscience sociale ou révolutionnaire ; dans la mesure où la crédibilité populaire du marxisme est en baisse ou au point mort, on peut en faire porter la responsabilité sur la capacité récupératrice de l'idéologie dominante. En vertu de ce genre d'explication, il n'y a pas - ou plus d'ailleurs - de lien entre cet intellectuel ou ce militant sceptique et la désimplication sociale face au marxisme. Dans ces conditions, l'on peut s'autoriser à prononcer qu'il n'y a qu'une crise du marxisme, la même depuis toujours, celle qui consiste à faire passer la classe ouvrière de classe en soi à la classe « pour soi », selon les termes de Lukacs ⁶ et cela, les vrais marxistes le savent depuis le début et c'est le seul et unique défi social et politique qu'ils ont à relever. Ceux qui tergiversent n'ont pas compris les fondements de cette jonction et contribuent seulement à distendre le lien entre théorie et pratique ; ils ne sont donc pas ou plus des marxistes, ils sont tout simplement des intellectuels incapables de « s'élever au point de vue du prolétariat ⁷ ».

Ce genre d'enfermement répond au doute par l'illégitimation de sorte que l'enjeu d'une crise s'en trouve rabattu au niveau de la pure subjectivité, d'un défi individuel à relever face à l'imprégnation sociale du marxisme.

⁵ Pour reprendre le titre d'un collectif édité par D. Kambouchner *et al.*, et publié chez Galilée en 1983.

⁶ *Histoire et conscience de classe* (1923), Paris, Éditions de Minuit 1960, p. 43. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁷ *Idem.*, p. 41.

[39]

La solution au problème envisagé réside alors dans cette « simple » jonction entre l'intellectuel et la situation objective des classes dominées, jonction que Lukacs établit au moyen de ce « point de vue » qui prétend résoudre la difficulté que nous explorons. Et toute la question est là, à savoir sur quel genre de connexion peut bien s'établir une situation sociale objective et la perception qu'en a l'intellectuel qui l'établit.

Mais avant d'en arriver à ce problème, ce sont les dimensions plus générales de la crise que nous aborderons dans les deux sous-sections suivantes.

Les linéaments de la crise

L'idée d'une crise du marxisme avait été avancée par Althusser ⁸ en 1978. Il référerait alors davantage aux rajustements théoriques et stratégiques effectués par le Parti communiste français dans son « point de vue » face au prolétariat qu'à une estimation d'ensemble de la situation du marxisme après l'après-guerre.

Althusser définit ainsi comme une crise l'incapacité dans laquelle se trouve le Parti communiste français de maintenir ses liens avec la classe ouvrière d'un côté, et le largage de certains concepts marxistes centraux de l'autre ⁹. Mais si l'expression de « crise du marxisme » prend à cette occasion son envol, il faut remonter dans le temps et élargir quelque peu l'horizon pour embrasser toute la perspective dans laquelle se joue la crise en question.

⁸ F. Andolfi *et al.*, *op. cit.*, p. 15.

⁹ L. Althusser, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Paris, Maspero, 1978.

En schématisant, on pourrait dégager plusieurs dimensions dans la crise du marxisme : des dimensions intellectuelles, politiques, idéologiques et sociales.

Au niveau intellectuel, il n'y a jamais eu d'unanimité des marxismes. C'est vrai depuis Marx lui-même qui s'est une fois défini comme non marxiste, ce l'est davantage lors de la tenue du congrès du PSD allemand, à Hanovre en 1899 par exemple, où s'opposent Kautsky et Bernstein, ce l'est encore dans les querelles qui voient s'affronter Trotsky et Lénine en 1905 au sujet du rôle dirigeant du parti ¹⁰. La révolution russe elle-même ne crée pas l'unanimité auprès des socialistes. Que dire encore des procès de Moscou en 1936, de l'école de Francfort et de tous ces isolés que sont Ernst Bloch, Kostas Axelos ou Lucien Goldmann ? Non, ce qui change dans le paysage intellectuel des années 1970 est d'un autre ordre, en ce sens qu'il ne s'agit plus de nouvelles déviations poussant ou non à la création de nouvelles chapelles, mais bien d'une alternative à construire contre ou au-delà des « socialismes réels ». En d'autres termes, la dissidence marxiste s'appuie alors sur un fait indéniable, à savoir la reconnaissance du caractère aliénant, voire totalitaire, de la variante soviétique du marxisme, en [40] particulier. Bien sûr, ce fait avait déjà suscité des réalignements par le passé, comme ce fut le cas pour Ante Ciliga et Boris Souvarine dans les années 1930, ou à la suite des révélations de Joseph Czapski ¹¹ à la fin des années 1940 ; même la question hongroise en 1956 avait donné lieu à des revirements ; cependant, pour des raisons difficilement explicables, ce ne sera qu'en 1968, avec le Printemps de Prague, que la désillusion s'étend et gagne même certains partis communistes pour alimenter alors ce qu'il faut bien reconnaître comme une crise d'un nouvel ordre. Le maoïsme y jouera pour beaucoup également en minant une

¹⁰ K. Papaioannou, *De Marx et du marxisme*, Paris, Gallimard, 1983.

¹¹ A. Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant* (1938), Paris, Champ Libre, 1977.

J. Czapski, *Terre Inhumaine*, Paris, L'Âge d'homme, 1978.

B. Souvarine, *Staline, aperçu historique du bolchévisme* (1935), Paris, Champ Libre.

partie du crédit dont pouvaient encore bénéficier l'Europe de l'Est et l'URSS. Pourtant, au sortir de cette remise en question, ce ne sont plus quelques intellectuels esseulés qui cheminent en marge d'un marxisme officiel, mais tout un projet social révolutionnaire qui se trouve par le fait même bloqué, dans les pays capitalistes développés tout au moins.

Néanmoins, l'effritement ne s'arrête pas là puisque les sociétés capitalistes elles-mêmes voient surgir en leur sein toute une série de ruptures et de remises en question qui cadrent difficilement avec la théorie marxiste traditionnelle. Ici, c'est l'émergence des mouvements féministes ¹², l'opposition pacifiste face à la militarisation des deux blocs et l'écologie qui surgissent en marge d'une conceptualisation qui n'a pas su renouveler son appareil critique et qui se trouve prise au dépourvu.

Parallèlement, et au niveau géopolitique cette fois, il se produit un véritable enfermement des problématiques marxiste et antimarxiste, enfermement en vertu duquel, à l'illégitimation que connaît le marxisme dans les pays capitalistes développés, correspond toujours par ailleurs l'approfondissement du marxisme-léninisme dans les sociétés socialistes. Pour le dire autrement, marxisme et antimarxisme tendent à recouvrir deux blocs économiques et politiques antagoniques.

¹² M. de Sève, *Pour un féminisme libertaire*, Montréal, Boréal Express, 1985. Voir en particulier le chapitre IV : « Le marxisme pris de court », p. 63-76.

Les sociétés marxistes

Un certain exercice sémantique peut bien se préoccuper de distinguer entre le socialisme et le marxisme, voire de proclamer que les sociétés dites « socialistes » ne le sont pas vraiment il n'en reste pas moins que, pour le meilleur comme pour le pire, certains pays socialistes sont marxistes et, pour être plus précis, marxistes-léninistes. C'est le cas de l'URSS notamment qui se perçoit et se définit en tant que société socialiste et qui applique dans sa pratique à tous les niveaux les thèses et la doctrine des classiques du marxisme. Les intellectuels, les cadres, les bureaucrates et les militants du PCUS se consacrent à cette tâche qui consiste à actualiser et à programmer le marxisme dans la société soviétique. Il serait tout aussi impertinent de nier ce fait que de l'admettre pour ensuite n'en plus tenir compte.

[41]

En d'autres mots, le projet marxiste existe et s'actualise de sorte que l'évocation d'une crise du marxisme devrait à tout le moins se préoccuper également de savoir si les sociétés socialistes sont ou non en crise à leurs propres yeux. Or, à part quelques situations isolées, ce n'est pas le cas ¹³. D'ailleurs, le marxisme institué est ainsi implanté qu'il ne saurait repérer de crise en son sein sinon des déviations plus ou moins rapidement maîtrisées grâce au recours à l'autocritique, à la répression et, tout récemment, à la « restructuration ».

¹³ C'est tout le contraire d'ailleurs qui se produit puisque, depuis leur propre analyse, les marxistes-léninistes n'ont de cesse de rappeler que ce sont les sociétés capitalistes qui sont en crise alors que les régimes socialistes fleurissent dans l'optimisme le plus béat. Ainsi, « dans l'État soviétique, où il n'y a ni exploités, ni exploités, ni antagonismes de classes, le droit exprime la volonté et les intérêts de l'ensemble du peuple, il contribue activement à l'édification du communisme », dans R. Livchitz et V. Nikitinski, *Étude de la législation du travail soviétique*, Moscou, Éditions du Progrès, 1982, p. 3.

L'ouvrage de Gorbatchev, *Perestroïka*, illustre au mieux ce dont il vient d'être question puisque le premier secrétaire, après s'être appliqué à énumérer les problèmes et difficultés auxquels l'économie soviétique a eu à faire face durant les années 1970 et 1980, précise immédiatement qu'ils « ne traduisent pas une crise du socialisme en tant que système politique et social, mais furent plutôt le résultat d'un certain manque de rigueur dans l'application des principes du socialisme ¹⁴ ».

La « restructuration » ne vise nullement à renoncer de quelque manière que ce soit aux idéaux socialistes, elle ambitionne au contraire de faire accéder les masses à « la hauteur des normes élevées de la morale socialiste ». Dans cette perspective, les mots d'ordre et les nouvelles stratégies proposées, qu'il s'agisse de la démocratisation ou de la transparence, de l'économie et de la discipline, du respect de la loi et de l'ordre, tendent au premier chef à resserrer les comportements sociaux qui se sont relâchés de la ligne tracée par le marxisme-léninisme.

En ce sens, l'effort intellectuel de Gorbatchev cherche à surmonter les difficultés qui persistent en Union soviétique depuis plusieurs années en imputant la détérioration de la situation à des comportements et en dédouanant complètement le cadre d'analyse sur lequel cette société s'est édifiée. Le plus étonnant, c'est qu'en révélant ces difficultés, le premier secrétaire a attiré sur son pays des courants de sympathie.

Par opposition, le cas de Solidarité et de la Pologne s'était avéré beaucoup plus dommageable essentiellement parce qu'il avait miné la crédibilité que des syndicats pouvaient encore accorder à des partis communistes, voire même aux pratiques socialistes.

Ces événements sont venus confirmer l'enfermement social et politique, enfermement en vertu duquel le marxisme est de moins en moins légitimé à l'Ouest, tandis qu'il resserre son emprise sur les sociétés

¹⁴ M. Gorbatchev, *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, Paris, Flammarion, 1987, p. 47.

d'Europe de l'Est. Sous cet angle, loin d'assister à l'établissement d'une convergence sociale, politique et intellectuelle entre les régimes libéral et marxiste, on assisterait au contraire à un éloignement de plus en plus grand.

[42]

L'ENJEU DE LA CRISE

Tout ce que nous avons établi jusqu'à maintenant c'est que la notion de crise du marxisme comporte trois volets au moins : le premier concerne l'intellectuel et sa méthode, le militant et sa pratique ; le deuxième, le blocage de l'alternative socialiste dans les pays capitalistes développés ; le troisième, la critique externe des systèmes socialistes, avec le résultat que la critique du capitalisme ne débouche plus sur l'alternative socialiste telle qu'elle se construit et s'édifie. Ce qui se trouve à sauter à cette occasion, c'est toute une dimension programmatique du marxisme dans la mesure où ce programme ne peut plus ou ne devrait plus conduire à prôner le ralliement au camp socialiste. Sous cet angle, la crise affecte objectivement les rôle, place et fonction des partis communistes des pays capitalistes développés, ainsi que celui de leurs intellectuels. Elle n'affecte pas de la même façon les courants plus isolés qui, depuis toujours, contestaient et contestent encore la démarche de ces partis ou celle de leurs intellectuels organiques, et qui refusaient de se rallier aux modèles socialistes existants.

En d'autres mots, la crise n'est pas nouvelle, ce qu'il y a de nouveau c'est sa dimension et son degré de pénétration dans la pensée et le militantisme, de même que dans la pratique politique alternative.

La pensée dogmatique

Le marxisme est essentiellement une critique du capitalisme, subsidiairement une pratique de gestion de rapports sociaux. Aux fins de critique, le marxisme a affiné son appareil conceptuel ; aux fins de gestion, il a procédé à l'institutionnalisation de ses concepts et de ses pratiques. Ainsi, contrairement à d'autres démarches, le marxisme ne change pas ses concepts en passant d'un niveau à l'autre, il demeure indéfectiblement fidèle à une interprétation spécifique et à une approche précise, le marxisme-léninisme.

À ses tout débuts, le marxisme avait maintenu une certaine distance entre la doctrine et des préoccupations de recherches critiques. On retrouve cette césure ou cette dichotomie chez Marx lui-même et, plus fondamentalement, dans le mode d'exposé qu'il privilégie. En effet la majorité de ses écrits sont des brouillons, des esquisses ou des critiques incomplètes ou inachevées, donc des textes par excellence ouverts ou en construction, tandis que c'est à travers les quelques écrits fermés comme *Le Manifeste*, le livre I du *Capital*, ou *Le 18 brumaire* que procède la consolidation de sa doctrine. Nous assisterons ensuite à un phénomène beaucoup plus significatif en vertu duquel ce sont les textes polémiques d'abord et avant tout qui seront investis d'un statut théorique, *Le [43] Manifeste communiste* en l'occurrence, alors que des textes théoriques comme *Les Manuscrits de 1844* seront ravalés à un niveau tout à fait secondaire, sous prétexte que leur publication tardive n'avait pas permis leur intégration aux canons du marxisme-léninisme. Enfin, le parachèvement et la mise au point de la doctrine procéderont par la sélection des citations et s'éloigneront ainsi de toute lecture d'ensemble, de toute critique et, surtout, de toute herméneutique convaincante. Certains critiques voient dans le travail d'Engels l'élaboration des premiers contours de cette dogmati-

sation, alors qu'elle apparaît beaucoup plus comme un paradoxe fondamental jamais surmonté par Marx lui-même ¹⁵.

En bref, l'on sera conduit progressivement à faire passer le marxisme du statut de critique à celui de science, avec toutes les fermetures théoriques que ce déplacement implique. C'est dire que toutes les questions en suspens, toutes les lacunes ou toutes les contradictions seront colmatées pour les besoins de la construction d'un corpus théorique finalisé. Cette démarche se poursuivra d'ailleurs, depuis Marx et Engels eux-mêmes, jusqu'à nos jours. On peut même avancer que la « scientification » du marxisme est un processus permanent inscrit dans la prétention hégémonique de la science marxiste elle-même et que ce processus va de pair avec la construction du socialisme telle qu'elle se pratique en URSS aujourd'hui ¹⁶. L'élaboration de cette doctrine ou de ce corpus, comme on voudra, implique forcément la dogmatisation de certains énoncés de Marx, Engels et Lénine puisque, sans cela, il n'y a pas d'interprétation canonique possible.

En d'autres mots, il faut moins voir la dogmatisation comme une tare dans ce cas-ci puisque c'est précisément ce processus qui fait la

¹⁵ Nous ne donnerons qu'un exemple de ceci : Marx s'est contenté, dans sa *Critique du droit politique hégélien* (1843) de traiter des [49] seuls paragraphes 261 à 313 des *Principes de la philosophie du droit* de Hegel, laissant ainsi de côté, entre autres choses, les sections sur la famille et la société civile (sections 156 à 256). Que ces travaux aient été perdus ou inachevés importe moins que le fait que ces deux questions ne seront plus abordées par la suite.

¹⁶ La prétention à la scientificité du marxisme se retrouve dans tous les textes produits par les intellectuels et les centres de recherches des pays socialistes. Il n'est pas jusqu'aux statistiques officielles qui soient colligées et construites selon les canons du marxisme. Deux exemples suffiront : « L'essentiel de la méthodologie de la théorie générale du droit marxiste-léniniste et de l'ensemble de la science socialiste du droit est la dialectique matérialiste ... » dans L.S. Jawitsch, *The General Theory of Law*, Moscou, Éditions du Progrès, 1981, p. 17. Voici encore l'extrait « une note au bas du tableau portant le titre : « Composition de la population suivant les classes sociales, 1939-1982 » : « En URSS, il y a deux classes amies : la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne. L'intelligentsia (les travailleurs intellectuels) constitue une couche considérable de la population du pays », dans Office central de statistiques de l'URSS, *L'URSS en chiffres pour 1982*, Moscou, Éditions « Financy i Statistika », 1983, page 15.

force des pays socialistes et de l'URSS en tout premier lieu, à la fois en tant que puissance économique et patrie du socialisme, mais également et corollairement en quelque sorte, en tant que détenteur de l'interprétation la plus scientifique ou la plus haute du marxisme-léninisme. À son tour, cette « réussite » technique et scientifique permet à la fois de confondre tous les incroyants, et de renverser toutes ces approches théoriques divergentes, qui se réclament de Marx mais qui reflètent au fond les fantasmes « bourgeois » ou « petits-bourgeois ».

Le succès de la révolution bolchevique instaurera la prééminence de l'orthodoxie marxiste-léniniste sur toutes les autres approches qui voudront s'inspirer de Marx, de sorte que la lutte ouverte à la déviance théorique, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'URSS, contribuera à resserrer encore davantage la doctrine en question et à la prémunir contre toute forme de contagion.

Un des résultats de ce syncrétisme entre un corpus théorique marxiste et une tactique de prise de pouvoir et de contrôle politiques sera précisément d'isoler les autres courants marxistes et de les couvrir sous [44] l'identification d'une déviation réformiste. À leur tour, ces interprétations divergentes seront tout bonnement expliquées comme relevant de « points de vue » non prolétariens. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que la critique sartrienne du marxisme sera stigmatisée comme étant une « nouvelle variante, existentialiste celle-là, du socialisme d'inspiration petite-bourgeoise et idéaliste ¹⁷ ».

Ce qu'il faut conclure de cette mise en perspective, c'est d'abord que la science marxiste croit et se développe, portée par l'institutionnalisation du marxisme dans les pays socialistes. Ensuite, on peut relever que survit un courant marxiste extérieur à cette institutionnalisation-là, courant qui regroupe toutes les autres variantes théoriques depuis les trotskystes jusqu'aux penseurs les plus isolés, voire les plus utopiques.

¹⁷ T. Schwarz, *Jean-Paul Sartre et le marxisme*, Paris, L'Âge d'homme, 1976, p. 18.

La pensée critique

Il subsisterait deux marxismes en définitive : d'un côté, la science marxiste officielle ou les sciences, si l'on considère que certains pays socialistes, comme la Chine, ont développé des outils théoriques et pratiques spécifiques ; de l'autre, les marxistes désinstitutionnalisés.

Il faut maintenant distinguer, à l'intérieur de ce courant résiduel en quelque sorte, entre des interprétations scientifiques et celles qui n'ont pas cette prétention, se reconnaissant tout au plus une démarche critique. En effet, tous les courants antisoviétiques, par exemple, ne se définiraient pas forcément comme antiscientifiques, bien au contraire. À la vérité, c'est l'option critique qui est minoritaire ici, tant il est vrai que la quasi-totalité des interprétations marxistes prétendent à la Scientificité.

Dans ces conditions, l'option critique est assurément une option marginale qu'il ne faut pas confondre avec toutes les variantes ou toutes les chapelles scientistes. Ce qui distingue alors la pensée ou la théorie critique de tous les autres courants marxistes c'est son parti pris critique précisément, un parti pris qui exclut par avance toute forme de consolidation d'un corpus théorique fermé.

En effet, la tendance à remettre sur pied ou à remettre à l'ordre du jour une véritable science matérialiste et historique est forte au point où certains auteurs, qui s'inspiraient au départ de la théorie critique telle que 1, a développée l'école de Francfort en particulier, s'évertuent désormais à édifier une nouvelle science marxiste. C'est le cas, entre autres, de Jürgen Habermas dont le vaste projet de recherche vise ni plus ni moins qu'à bâtir une science sociale marxiste susceptible de rendre compte de l'évolution du capitalisme avancé ¹⁸.

¹⁸ T. McCarthy, *The Critical Theory of Jürgen Habermas*, Boston, M.I.T. Press, 1981, p. 358 et sq., surtout à la p. 379.

Or, il subsiste une indéniable incompatibilité entre la critique et les nécessités de la construction d'une science sociale d'une part et un insurmontable décalage entre la critique sociale et la volonté de programmer [45] une société égalitaire d'autre part. Ce faisant, la pensée critique fait sauter la liaison entre théorie et pratique entendue comme pratique politique ou pratique militante, pour privilégier plutôt une pratique scientifique, la recherche, par exemple. Il suit de cela que la pensée critique constitue un enjeu essentiellement académique qui n'a plus la prétention de refléter « le point de vue » du prolétariat, sinon de critiquer tous les systèmes théoriques et sociaux existants. Ses résultats sont sans grande emprise sur la société, non plus que sur la gouverne politique.

Sous cet angle, la pensée critique se déploie dans les interstices de l'affrontement entre les grands courants de pensée dominants, libéraux et marxistes-léninistes, en l'occurrence. En tant que produit d'un rejet des marxismes dominants, la pensée critique se réfugie à son tour au-delà des affrontements entre classes et s'alimente à même un discours parfois ésotérique dont la circulation est réglée par quelques institutions académiques et des publications spécialisées sans grand tirage. À sa prétention à l'universalité et à l'approfondissement critique tout à la fois, répond en définitive un isolement de plus en plus total, isolement qui ne fait que trahir la polarisation des options politiques et intellectuelles entre les deux blocs économiques qui se disputent l'hégémonie à l'échelle de la planète.

Le marxisme instrumental

Au delà de ces affrontements plus ou moins anodins entre marxistes de toutes allégeances, se déploient une pratique et une théorie marxistes dans les pays du bloc soviétique, ainsi que nous venons de l'indiquer. Or, pour toutes sortes de raisons, linguistique, culturelle, politique ou sociale, on a trop souvent tendance à ignorer ce qui se fait là-bas. C'est d'ailleurs un des premiers reproches que servent les

théoriciens soviétiques aux intellectuels occidentaux, à savoir que là où ils s'efforcent de polémiquer, ceux-ci les ignorent.

Le reproche est fondé, jusqu'à un certain point. C'est vrai que ces théoriciens soviétiques prennent à partie d'éventuels vis-à-vis occidentaux qui ne leur rendent pas la pareille. C'est vrai également que les théoriciens soviétiques évitent scrupuleusement d'enclencher le débat sur le terrain du marxisme avec des intellectuels occidentaux qui pourraient éventuellement leur faire face, précisément parce que l'enjeu des dissidences a déjà trouvé sa solution à l'intérieur ; il n'y a donc aucune justification à reprendre le débat ailleurs.

Il se trouve ainsi à y avoir, de part et d'autre, une stratégie qui consolide l'enfermement des problématiques en présence, précisément parce que, de part et d'autre, on entretient un dialogue de sourds dans lequel il ne saurait être question de faire droit à une quelconque forme [46] d'accommodement, ni vis-à-vis des dissidences théoriques, ni vis-à-vis des « erreurs de parcours » dans la construction des socialismes.

À son tour, cette étanchéité entre deux marxismes, interne et externe, accroît le fossé notamment entre le marxisme-léninisme pratiqué en URSS et les idéologies libérale ou conservatrice qui prévalent au sein des pays capitalistes développés. On assiste alors à une démultiplication de l'aliénation devant l'arrimage de ces deux « physiques sociales » avec leurs présupposés propres, tandis que tout emprunt ou tout compromis sont délaissés.

Le raffermissement des deux grands systèmes sociaux s'accompagne d'une marginalisation de tout ce qui ne contribue pas à intensifier ce processus, de telle sorte que la dissidence, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, se paie d'une impertinence qui va croissant. Dans ces conditions, la critique du capitalisme se paie de la même incrédulité que la critique du socialisme. Seule change, selon les contextes, la modalité de traitement de la divergence d'opinions. Tandis que l'on criminalise le délit de pensée là-bas, on l'ignore purement et simplement ici : la thérapeutique est fondamentalement différente, mais l'effet est le

même puisque rien de ce qui peut modifier les schémas dominants est assimilable par les institutions en place.

CONCLUSION

Nous avons voulu dans ces pages offrir quelques réflexions en marge de la crise du marxisme. Or, après avoir quelque peu fait le tour de la question, il apparaît maintenant que cette expression recouvre des processus et des enjeux passablement différents.

À un niveau très général, que l'on peut identifier comme le niveau géopolitique, nous ne pouvons que prendre acte de l'approfondissement de la confrontation entre l'Est et l'Ouest, au-delà d'ententes ponctuelles entre les deux Grands.

Ce processus à son tour enclencherait deux tendances qui jouent également à l'intérieur des deux blocs, à savoir une première tendance au rejet des percées ou avancées théoriques, politiques ou sociales de l'adversaire, et une seconde tendance à la consolidation d'une unanimité théorique et praxéologique à l'intérieur de chacun des blocs.

Pour des raisons historiques et institutionnelles, ce second processus est moins avancé dans les pays capitalistes développés de sorte que peuvent encore se côtoyer des théories ou des sciences sociales antagoniques. La notion de crise du marxisme servirait alors à rendre compte du surcroît d'impertinence de la prétention à la validité de la science marxiste à l'intérieur des pays capitalistes eux-mêmes développés. Elle servirait également à faire ressortir l'éloignement entre les interprétations et les chapelles marxistes réformistes qui dévient d'une ligne tracée [47] par la science marxiste-léniniste portée par le développement qui a cours présentement en URSS. Elle servirait également à désigner un complexe processus de redéploiement critique face à la politique elle-même, processus dont on ne peut prévoir s'il débouchera sur autre chose qu'une simple circulation académique traditionnelle. Parce que c'est bien là en définitive que joue et s'applique

la notion d'une crise du marxisme, à savoir dans cette incapacité à retrouver le filon d'une critique sociale crédible. Or, compte tenu de ce qui advient à l'intérieur des sociétés socialistes maintenant, on peut se demander si ce n'est pas toute la question de la gestion sociale qui devrait être reprise et approfondie.

En d'autres termes, le fameux lien entre théorie et pratique apparaît désormais comme le problème de fond et c'est précisément là que logerait en définitive tout l'enjeu d'une résorption de la crise du marxisme. Mais il apparaît également et surtout qu'il s'avère à toutes fins utiles impensable de surmonter l'effondrement actuel du marxisme à l'intérieur des pays capitalistes développés sans aller voir de plus près, tant sur les plans théorique et programmatique, ce qui se construit à l'intérieur des pays socialistes. Depuis trop longtemps, le marxisme occidental n'accorde au processus de construction du socialisme, là où il a cours, autre chose qu'une inattention tactique ou qu'une dénonciation partisane ; il serait temps désormais d'ajuster nos paramètres théoriques à l'enjeu et au défi d'une polarisation au sein de l'ordre mondial si l'on entend surmonter et dépasser le processus d'approfondissement des aliénations et des affrontements entre les blocs socialiste et capitaliste. À l'inverse, l'ignorance, qu'elle soit feinte ou calculée, contribue à accroître objectivement la bipolarisation entre les deux grands et nous pousse à adhérer par défaut aux convictions qui nous sont imposées de l'intérieur, ce dont témoignerait l'attirance exercée *aujourd'hui* par la nouvelle droite, dans les pays capitalistes, même auprès des classes les plus proches des idéaux socialistes.

Fin du texte